

Convention collective
IDCC : 8216. – EXPLOITATIONS VITICOLES
(Champagne délimitée)
(2 juillet 1969)
(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

AVENANT N° 193 DU 10 JUILLET 2014

NOR : AGRS1597036M
IDCC : 8216

Entre :

Le syndicat général des vignerons de la Champagne,

D'une part, et

La FGA CFDT de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube ;

La CFTC-Agri de Champagne-Ardenne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'annexe III (accord du 8 juillet 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé au bénéfice des salariés non cadres des exploitations viticoles de la Champagne délimitée) de la convention collective est modifiée dans les conditions suivantes.

Article 1^{er}

A l'article 11 « Cotisations », le paragraphe « Taux de cotisations et répartition du régime minimum obligatoire "isolé" » est modifié comme suit :

Est ajouté le préambule suivant : « A compter de la date d'extension de l'avenant n° 193 du 10 juillet 2014, les taux de cotisations sont modifiés pour permettre le financement de l'application de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, issu de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, autorisant, à compter du 1^{er} juin 2014, les salariés à bénéficier des dispositions légales sur le maintien des garanties en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage. »

Les termes : « égale à 1,18 % du plafond mensuel de la sécurité sociale » sont remplacés par les termes : « égale à 1,23 % du plafond mensuel de la sécurité sociale ».

Les termes : « égale à 1,50 % du plafond mensuel de la sécurité sociale » sont remplacés par les termes : « égale à 1,56 % du plafond mensuel de la sécurité sociale ».

Les termes : « égale à 0,88 % du plafond mensuel de la sécurité sociale » sont remplacés par les termes : « égale à 0,91 % du plafond mensuel de la sécurité sociale ».

Les termes : « ou égale à 1,22 % si elle est familiale » sont remplacés par les termes : « ou égale à 1,27 % si elle est familiale ».

Article 2

Les dispositions du paragraphe « Anciens salariés (maintien des droits) » de l'article 6 « Adhésions individuelles volontaires » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Pour tout salarié, en dehors du dispositif légal de la portabilité des garanties frais de santé, la garantie cesse d'être accordée à l'expiration du mois au cours duquel prend fin le contrat de travail qui le lie à l'entreprise adhérente.

En application de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale issu de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (1^{er} juin 2014). A l'expiration de cette période de maintien, les dispositions de l'alinéa ci-dessous pourront être applicables.

Le salarié entrant dans le champ de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 (ancien participant bénéficiaire d'une rente incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'il est privé d'emploi, d'un revenu de remplacement) et les ayants droit d'un participant décédé peuvent bénéficier du maintien des garanties frais de santé issues de la convention collective de travail, dans les conditions prévues par cet article. »

Article 3

Au paragraphe « Travailleurs saisonniers et salariés n'ayant pas l'ancienneté requise » de l'article 6 « Adhésions individuelles volontaires », les termes : « égale à 1,18 % du plafond mensuel de la sécurité sociale pour une adhésion individuelle » sont remplacés par les termes : « égale à 1,23 % du plafond mensuel de la sécurité sociale pour une adhésion individuelle » et les termes : « et d'une cotisation de 2,68 % pour lui et ses ayants droit » sont remplacés par les termes : « et d'une cotisation de 2,79 % pour lui et ses ayants droit ».

Article 4

L'article 2 du présent avenant prendra effet au 1^{er} juin 2014 et les articles 1^{er} et 3 au premier jour du trimestre civil qui suivra la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Le présent avenant sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 10 juillet 2014.

(Suivent les signatures.)